

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Premiers "entretiens" de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires – 8 octobre 2015

L'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires a lancé ses premiers entretiens annuels au Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, le 8 octobre dernier. Synthèse des interventions de l'après-midi.

Conjoncture et évolution des marchés agricoles en 2015 : le grand bain international

Excellentes récoltes mondiales, besoins des importateurs en baisse, dumping monétaire et tourmente financière... ces facteurs expliquent le dévissage généralisé des cours des matières premières et des produits alimentaires en 2015, sans guère d'espoir de redressement au cours du second semestre.

«La politique agricole commune n'a plus vraiment les moyens d'intervenir pour réguler les marchés au niveau européen, les instruments antérieurs ont presque tous été démantelés au profit d'outils de gestion de crise. L'agriculture française se retrouve désormais dans le grand bain international. Elle n'a pas d'autre choix que de gagner en compétitivité sur tous les maillons de la chaîne, de la production à l'exportation. Et à inventer de nouveaux outils de gestion des risques, pour se prémunir des aléas climatiques ou sanitaires et de la volatilité des prix au niveau mondial. Les crises successives du secteur de l'élevage montrent bien que la question de la formation des prix et des marges est désormais centrale», a déclaré Philippe Chalmin, en introduction des premiers entretiens de l'Observatoire de la formation des prix et des marges qui se sont tenus le 8 octobre 2015.

C'est dans ce contexte tourmenté que l'Observatoire a décidé d'enrichir sa réflexion et ses analyses sur l'évolution des prix dans les différentes filières agricoles, grâce à des études scientifiques complémentaires ou connexes.

Analyses des substitutions entre produits animaux : approches économétriques sur l'exemple du porc frais

Le comportement alimentaire des français est en pleine évolution : attentes fortes sur les questions de santé, recherche de produits pratiques et faciles à consommer, impact d'un pouvoir d'achat sous pression...

Dans l'univers des produits animaux, les substitutions peuvent être nombreuses, entre produits d'espèces différentes, entre morceaux, entre types de marques, entre circuits de commercialisation. Parmi les différents déterminants de la consommation, le prix occupe une place importante dans le choix des consommateurs.

Une étude économétrique, basée sur des données du panel Kantar Worldpanel de l'année 2010, a été conduite par le GREMAQ (Groupe de Recherche en Economie Mathématique et Quantitative) et l'IFIP (Institut du Porc) pour aborder la question des substitutions entre viandes, en se centrant sur le porc frais. L'objectif est d'observer comment les achats des ménages changent face à une variation du niveau du prix d'un produit, toutes choses égales par ailleurs (en prenant l'hypothèse que les prix des autres produits ne varient pas). Vers quels autres produits reportent-ils alors leurs achats en cas de renchérissement ?

Deux analyses ont été conduites. La première est centrée sur les produits frais issus du porc dans différents circuits (hypermarchés, supermarchés, hard discount, circuits traditionnels). Elle a pour objectif d'évaluer l'impact d'un écart du prix d'un morceau de porc frais dans un circuit donné.

- La sensibilité au prix des consommateurs apparaît plus forte en hard discount que dans les autres circuits.
- Par rapport aux côtes et aux rôtis, les acheteurs de filet mignon ont plus tendance, en cas de renchérissement du produit, à aller acheter ce même produit dans un autre circuit.
- En cas de hausse du produit convoité, les acheteurs en boucherie traditionnelle ont plus tendance à rechercher un autre morceau dans ce même circuit.
- Globalement, les reports de consommation vers les produits des autres espèces apparaissent toutefois très forts, surtout en hypermarchés et supermarchés.

La deuxième approche est plus générale. Elle élargit le champ d'étude à l'ensemble de la consommation de protéines animales afin d'analyser l'impact d'une variation de prix de l'ensemble du porc frais en considérant les substitutions possibles avec les principaux produits animaux.

- L'élasticité du porc frais apparaît parmi les plus faibles, avec les œufs et les poulets « prêts à cuire ».
- Les reports de consommation depuis le porc frais privilégient les préparations à base de viande (salades, plats préparés, produits de snacking...), les œufs, la viande hachée et différentes catégories de produits de charcuterie.

Peu d'études, basées sur des données de panel détaillées, existent sur le sujet. Ce travail constitue un premier pas pour mieux comprendre les reports de consommation entre produits animaux.

Étude financée par FranceAgriMer

Contacts :

GREMAQ (Groupe de Recherche en Economie Mathématique et Quantitative)

Zohra Bouamra-Mechemache	zohra.bouamra@toulouse.inra.fr	05 61 12 86 84
Tifenn Corre	tifenn.corre@toulouse.inra.fr	05 67 73 27 81
Céline Bonnet	celine.bonnet@toulouse.inra.fr	05 61 12 85 91

IFIP – Institut du Porc

Vincent Legendre	vincent.legendre@ifip.asso.fr	05 62 16 61 75
------------------	--	----------------

Tendances du marché bananier européen au travers de l'évolution des prix à différents stades dans les pays de consommation majeure

Le marché bananier mondial est en bonne forme. La consommation est bien orientée sur les deux grands marchés d'importation que sont l'Union européenne à 28 et les États-Unis. En Europe, les prix à l'importation sont repartis à la hausse en 2015, dans un contexte de très forte augmentation de la demande.

Au sein du rayon fruits et légumes, les prix de détail en France, comme ailleurs dans le monde, restent sages et très compétitifs face à une concurrence (pommes et agrumes) plutôt modérée cet automne.

Sur le moyen terme, on constate en Europe une baisse de la volatilité des prix import sur les grands marchés européens comme la France ou l'Allemagne, alors qu'elle remonte fortement sur la Pologne qui subit les perturbations créées par son voisin russe.

Si tout semble donc concourir à un développement serein du marché européen (structuration efficace, « coopération » * entre acteurs, augmentation de la contractualisation, positionnement très compétitif, bonne image du produit, etc.), les fondamentaux restent pourtant fragiles. De nombreux facteurs sont non maîtrisés et leur évolution dans un sens comme dans un autre peut changer radicalement la donne. On pense aux variations des taux de change, au prix de l'énergie, aux aléas climatiques (réduction de l'offre en banane ou en produits concurrents), etc.

* *Coopétition : mélange de coopération et de compétition*

En outre, une certaine euphorie pousse les opérateurs à augmenter leurs capacités de production par l'extension et même la création de nouveaux périmètres bananiers. Pour l'instant tout va bien, mais la plasticité du marché a des limites qui sont chaque année repoussées notamment grâce au ciel qui a, de fait, régulé l'offre par rapport à la demande.

La délicate situation de marché cet automne doit faire réfléchir les opérateurs même si l'annonce d'un phénomène *El Niño* hors norme est censé largement dégonfler les capacités de production, notamment en Amérique centrale et du Sud et dans les Caraïbes.

Il reste toutefois une piste prometteuse : la promotion générique. En France, l'ensemble des opérateurs de la filière banane s'organise actuellement autour de cette idée qui a largement fait ses preuves sur d'autres continents (États-Unis) et sur d'autres filières (avocat).

Contact :

CIRAD

Denis Lœillet

denis.loeillet@cirad.fr

04 67 61 59 48

L'euro alimentaire : méthodes et résultats 2011

Les calculs de "l'euro alimentaire" montrent qu'en se diffusant de proche en proche dans toute l'économie, 100 € de dépense alimentaire nationale génèrent 61,7 € de valeur ajoutée, *c'est-à-dire de rémunération brute du travail et du capital*, dont 8,4 € dans l'agriculture française et 53,3 € dans les autres branches, *principalement le commerce, les services et les IAA*. Il s'y ajoute 28 € d'importations et 9,3 € de taxes (résultats 2011).

La part de l'agriculture résulte *structurellement* du caractère de plus en plus transformé des aliments *et de la croissance de leur contenu en services et activités de commerce*.

Mais d'une année sur l'autre, le partage est déterminé par le rapport des prix entre l'agriculture et ses intrants.

En termes de production, *et non plus de valeur ajoutée*, la satisfaction de 100 € de demande alimentaire nationale nécessite 20,2 € de produits agricoles français (toujours en 2011).

Globalement, la demande alimentaire domestique génère près de 2 millions d'emplois en France, dont un peu moins de 400 000 dans l'agriculture.

Pour plus de détails, voir la lettre de l'Observatoire de la formation des prix et des marges n° 8 jointe en annexe.

Contacts :

INRA

Jean-Pierre Butault

jean-pierre.butault@nancy.inra.fr

Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires

Philippe Boyer

philippe.boyer@franceagrimer.fr

01 73 30 20 85